

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 30 JANVIER 2007

DINSDAG 30 JANUARI 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 21 par Mme Martine Taelman, présidente.

01 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la mise en service de la nouvelle annexe du palais de justice d'Ypres" (n° 13775)

01.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Le palais de justice d'Ypres est prêt à être occupé mais il ne peut pas être mis en service parce que l'installation téléphonique n'est pas encore opérationnelle.

En novembre 2006, la ministre s'engageait à rechercher des moyens dans le cadre du budget 2006 pour que les travaux puissent être exécutés dans le courant du mois d'avril 2007, à défaut de quoi les moyens seraient libérés dans le cadre du budget 2007 et, dans ce cas, la nouvelle aile pourrait seulement être mise en service d'ici aux congés du bâtiment 2007. Il me revient à présent qu'aucun montant n'est inscrit pour ces travaux au budget de 2007.

Est-ce exact ? Quand les crédits seront-ils dès lors engagés ? Quand les travaux d'installation commenceront-ils réellement ?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Ce dossier a été adjugé le 30 mars 2006 et l'engagement était à charge de la Régie des Bâtiments. L'avis de l'Inspection des Finances tendant à mettre les dépenses de l'installation téléphonique à charge du SPF Justice n'a été rendu qu'après l'approbation du budget 2007, de sorte qu'aucun montant n'a été inscrit au budget de la Justice à cet effet.

Une concertation a lieu actuellement en vue de faire préfinancer les travaux par la Régie et de les faire rembourser ensuite par le SPF Justice, dès que ce crédit aura été transféré au budget de la Justice dans le cadre du contrôle budgétaire. J'insisterai auprès de M. Reynders pour que les travaux débutent dans les meilleurs délais. Conformément au devis, l'entrepreneur dispose de 60 jours pour exécuter les travaux. J'espère dès lors que le bâtiment pourra être mis en service à partir de mai 2007.

01.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Le simple citoyen ne comprend pas pourquoi un bâtiment qui est achevé n'est pas aussitôt mis en service. En novembre, la ministre a promis de rechercher les moyens nécessaires dans le cadre du budget 2006 et de veiller, si elle n'y parvenait pas, à ce que les fonds proviennent du budget 2007. Force est de constater une nouvelle fois qu'aucun crédit n'est encore disponible.

01.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : J'ai répondu sur la base du dossier de mon collègue le ministre Reynders, mais il serait souhaitable que les membres veillent à poser leurs questions au ministre compétent.

01.05 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Le ministre des Finances m'a renvoyée à la ministre de la Justice.

L'incident est clos.

02 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la fuite d'un détenu placé sous surveillance électronique" (n° 13794)

02.01 Tony Van Parys (CD&V) : La presse rapporte une nouvelle fois la fuite d'un détenu placé sous le fameux régime « *light* » de la surveillance électronique. Ce régime implique que, six mois avant la fin de leur peine, les détenus soient automatiquement placés sous surveillance électronique mais uniquement la nuit. En journée, ils sont libres de leurs faits et gestes, avec toutes les conséquences qui en découlent.

La ministre peut-elle confirmer ce nouvel incident ? Quelles condamnations le détenu avait-il encourues ? Est-il exact que la police a dû intervenir pour cause de violence domestique mais que l'intéressé n'a pas été inquiété alors qu'il avait enfreint les conditions qui lui avaient été imposées ? La ministre demeure-t-elle favorable à ce régime ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Il y a toujours eu des personnes qui ne respectaient pas les conditions d'une libération conditionnelle ou les contraintes liées à une surveillance électronique, *light* ou normale. Je ne répondrai pas à vos questions précises, qui concernent un dossier individuel. Confronté à une problématique concernant cette personne, le procureur du Roi qui assurait la garde dans ce dossier a estimé qu'il n'y avait pas de dispositions particulières à prendre.

02.03 Tony Van Parys (CD&V) : Je proteste contre la manière dont le droit au contrôle parlementaire est mis à mal. Il s'agit en l'occurrence d'un problème structurel concernant la surveillance électronique automatique des détenus six mois avant leur libération effective. Nous parlons ici de seize dossiers, dont deux n'ont pas connu une issue favorable. La ministre ne peut se retrancher en l'occurrence derrière le dossier individuel. Je repose deux questions auxquelles la ministre n'a pas répondu. Cette version *light* de la surveillance électronique existe-t-elle toujours et combien de temps restera-t-elle encore en vigueur ? Quand le Parlement recevra-t-il l'étude de la VUB-UCL ?

Le **président** : Les présidents de commission ont interrogé le président de la Chambre à ce sujet, qui a formulé une réponse très détaillée, à laquelle je vous renvoie. Les deux dernières questions de M. Van Parys sont d'ordre général. La ministre peut-elle y répondre maintenant ?

02.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : M. Van Parys m'a déjà interrogée à plusieurs reprises concernant cette question, qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause pour l'instant.

Le **président** : Madame la Ministre, vous nous dites donc que ces études ne sont pas disponibles.

02.05 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Même si elles étaient disponibles, il faudrait encore voir si elles n'appartiennent pas uniquement à l'exécutif.

02.06 Tony Van Parys (CD&V) : Selon la réponse du président de la Chambre, les questions relatives à un problème de nature structurelle doivent assurément obtenir réponse. Je refuse ce boycott. Je demanderai à mon chef de groupe d'avoir un entretien avec le président de la Chambre sur la manière dont on empêche le bon déroulement du contrôle parlementaire.

02.07 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Si le président de la Chambre me pose la question, j'y répondrai moi-même, je ne demanderai pas au Premier ministre d'y répondre à ma place.

L'incident est clos.

03 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le manque de magistrats et de juristes de parquet" (n° 13795)

03.01 Tony Van Parys (CD&V) : Des problèmes surgissent dans plusieurs ressorts et arrondissements en raison de la pénurie de magistrats et de juristes de parquet. Combien de magistrats de parquet, de juristes de parquet et de référendaires sont actuellement occupés par ressort et quel pourcentage cela représente-t-il par rapport au nombre légal autorisé ? Sur la base de quels critères les juristes de parquet et les référendaires sont-ils attribués ? La nécessité de remplir le cadre des magistrats intervient-elle à ce niveau ? Dans quelle mesure le cadre des magistrats est-il rempli dans les arrondissements d'Anvers, de Bruxelles,

de Gand, de Liège et de Charleroi ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Le budget prévoit 246 juristes de parquet et référendaires. La norme maximum de 35 % qui figure dans le Code judiciaire correspond à 498.

Il y a à Anvers 16 juristes de parquet et 7 référendaires. Pour les autres ressorts, les chiffres sont respectivement de 63 et 27 à Bruxelles, 4 et 5 à Gand, 15 et 4 à Liège et 10 et 2 à Charleroi. On dénombre au total 108 juristes de parquet et 45 référendaires.

L'attribution se fait sur la base de normes budgétaires. La répartition entre le parquet et le siège d'une part et entre les différentes juridictions d'autre part, est le fruit d'une évolution historique. Il est tenu compte à cet égard des nécessités du cadre de magistrats et d'un besoin accru de juristes dans les parquets de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour définir au mieux les besoins, il a été convenu avec le Collège des premiers présidents et le Collège des procureurs généraux d'un modèle consensuel. En cas de vacance, la décision appartient à l'ordre judiciaire.

À l'heure actuelle, quatre fonctions sont vacantes pour le siège et quatre pour le parquet dans l'arrondissement d'Anvers. il s'agit de 13 et 21 postes À Bruxelles, de 4 et 9 à Gand, de 7 et 4 à Liège et de 5 et 2 à Charleroi.

03.03 Tony Van Parys (CD&V) : L'inégalité de la répartition entre néerlandophones et francophones d'un ressort à l'autre apparaît manifeste. La situation à Bruxelles est frappante : le tribunal de première instance ne compte que deux juristes néerlandophones, contre quatorze du côté francophone. Cette situation est catastrophique pour les justiciables néerlandophones à Bruxelles, où l'arriéré judiciaire représente 1.100 dossiers contre 120 pour le rôle francophone. De plus, neuf magistrats, soit un quart du cadre, sont indisponibles dans la section néerlandophone.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Annemie Roppe à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la demande d'extension du cadre des juges professionnels du tribunal de commerce de Hasselt" (n° 13878)

04.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Le 6 septembre 2006, le président du tribunal de commerce de Hasselt a demandé une extension du cadre des magistrats professionnels. Fin juin, la ministre avait promis de demander un avis motivé à son administration mais depuis lors nous n'avons plus reçu d'informations à ce sujet.

En 1998, le tribunal de commerce de Hasselt occupait la neuvième place sur la liste des tribunaux les plus importants de notre pays mais en 2006 il occupait déjà la quatrième place. L'augmentation du nombre de dossiers n'a pas encore entraîné d'arriéré judiciaire mais si aucun changement n'intervient dans la composition du corps de magistrats et du greffe, la situation deviendra intenable. C'est pourquoi une demande d'extension du cadre du personnel et du corps de magistrats a été introduite.

La ministre est-elle au courant de cette situation ? Peut-elle garantir que le problème du traitement inégal du tribunal de commerce de Hasselt sera résolu dans les meilleurs délais ?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Mes services ont étudié la demande formulée par le président du tribunal de commerce de Hasselt. Il faut bien évidemment une adéquation entre la charge du travail et le cadre du personnel. S'il n'y a actuellement pas d'arriéré judiciaire au tribunal de commerce de Hasselt, c'est indubitablement grâce à l'investissement personnel des juges et des collaborateurs du tribunal.

Il va de soi qu'il convient de se baser sur une assise solide lorsqu'on calcule le rapport exact entre la charge de travail et le cadre. En 1998, le tribunal de commerce de Hasselt avait été classé neuvième sur la base du nombre moyen de causes, de référés et de faillites entre 1994 et 1996. Entre-temps, ce tribunal a grimpé à la sixième place en 2004 et à la quatrième place en 2006.

Cette quatrième place est basée sur les chiffres relatifs aux cinq premiers mois, chiffres qui ont été extrapolés sur toute l'année. En outre, le président de ce tribunal est parti de l'hypothèse que les chiffres se rapportant aux autres tribunaux étaient restés inchangés. A mes yeux, il est extrêmement important d'objectiver au maximum ces données et de pouvoir disposer à cet effet de données chiffrées incontestables. C'est la raison pour laquelle le SPF Justice et le SPP Politique scientifique ont chargé au début de cette année le « Instituut voor de Overheid » de l'université de Louvain de consacrer une étude à la faisabilité d'un outil de mesure de la charge de travail pour le siège. Cette étude ne consistera pas à mesurer la charge de travail mais à étudier des outils de mesure de la charge de travail existants et à tester leur applicabilité pour les cours et les tribunaux. Cette étude démarrera le 2 février 2007 et devra être achevée au cours du second semestre de cette année. Il est absolument essentiel que cette étude puisse se dérouler en toute indépendance.

Au tribunal de commerce de Hasselt, il ne pourra être procédé à une extension du cadre des juges qu'en modifiant la loi, ce qui est une procédure longue et minutieuse. Afin de permettre une organisation plus souple de cette juridiction, il sera recouru à des nominations par le biais de l'article 100 du Code Judiciaire. Dans le ressort de la cour d'appel d'Anvers, un seul magistrat a été nommé à ce jour sur la base de l'article 100 et il a été nommé simultanément pour le tribunal de commerce de Hasselt. Il travaille à plein temps au tribunal de commerce de Tongres.

Le système des juges de complément permet également à l'ordre judiciaire de déterminer lui-même une répartition. En ce qui concerne le nombre de juges de complément, la situation dans le ressort de la cour d'appel d'Anvers se présente actuellement comme suit : des 23 juges légalement admis, 11 ont été attribués au tribunal de première instance, deux au tribunal de commerce – un pour Turnhout et une vacance – et un au tribunal du travail, soit un total de 14.

La vacance de juge de complément pour le ressort de la cour d'appel d'Anvers avec désignation pour le tribunal de commerce sera prochainement pourvue. Un candidat a été proposé à la fonction par le Conseil supérieur et un projet d'arrêté royal m'a été soumis le 19 janvier. Après la publication de cette nomination au Moniteur belge et la prestation de serment de l'intéressé, le premier président pourra procéder à la désignation pour le tribunal de commerce de Hasselt étant donné que l'intéressé est désigné pour l'ensemble du ressort de la cour d'appel. Il s'agit toutefois d'une compétence du premier président.

Le cadre du greffe du tribunal de commerce se compose de 21 personnes, dont une admise en surnombre. Les équivalents temps plein sont actuellement au nombre de 21,9. Les effectifs sont donc supérieurs au cadre. Si un juge de complément est attribué à Hasselt, la situation du greffe sera également adaptée.

04.03 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Nous espérons qu'une solution interviendra à court terme pour le tribunal de commerce. Le glissement de la neuvième à la quatrième place constitue manifestement une question de chiffres, la neuvième place étant calculée sur une moyenne de trois ans, alors qu'il n'en est pas ainsi pour la quatrième place. J'espère que l'étude demandée à la KULeuven aboutira à des données objectivables.

L'incident est clos.

05 Question de M. Walter Muls à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le passage à tabac d'homosexuels à Bruxelles" (n° 13890)

05.01 Walter Muls (sp.a-spirit) : Récemment, un homme de 33 ans a été violemment agressé par une bande de jeunes à proximité de la place Fontainas. Selon ses dires, il a été visé parce qu'il était homosexuel. Il s'agit dès lors d'un cas de *gay bashing*. La police bruxelloise aurait connaissance de plusieurs incidents analogues.

La ministre est-elle au courant de ce phénomène récent ? Dispose-t-elle de chiffres concernant les agressions perpétrées contre des homosexuels et des bisexuels à Bruxelles, notamment près de la place Fontainas ? Comment le parquet de Bruxelles traite-t-il ces incidents ? Dans combien de cas des poursuites judiciaires ont-elles été engagées ces dernières années ? Existe-t-il des directives pour la poursuite de tels

délits dans l'arrondissement de Bruxelles ?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Je suis très attentive à cette matière depuis longtemps déjà. C'est pourquoi j'ai décidé de prendre des mesures durables pour lutter contre l'augmentation du nombre d'agressions homophobes. Aucune statistique n'est disponible en la matière pour la période antérieure à novembre 2006. Une circulaire envoyée le 14 mars 2006 est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2006.

Les services de M. Dewael n'ont pas pu fournir de chiffres concernant plus spécifiquement les cas survenus à proximité de la place Fontainas, aucune distinction n'étant opérée, dans un souci de non-discrimination, entre les différentes formes d'agression. Le parquet n'en prend pas moins ces incidents très au sérieux. À cet égard, une première formation spécifique, à laquelle ont participé 65 magistrats et stagiaires, a été organisée le 8 novembre 2006, en collaboration avec le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Il est prévu d'insérer définitivement cette formation dans le programme de formation des magistrats. Une équipe de l'EHSAL finalise actuellement un rapport relatif à l'agression homophobe à Bruxelles-ville. Les résultats seront communiqués mi-avril.

05.03 Walter Muls (sp.a-spirit) : M. Dewael a indiqué que l'on ne tient pas de statistiques à propos de ce quartier en particulier parce qu'une telle pratique serait discriminatoire. Je ne comprends pas. Je ne manquerai dès lors pas de l'interroger à ce sujet.

L'incident est clos.

06 Question de M. Walter Muls à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la peine de travail" (n° 13891)

06.01 Walter Muls (sp.a-spirit) : En 2004, 23.995 peines privatives de liberté et 6.559 peines de travail ont été prononcées. Environ 80 % des peines privatives de liberté concernaient des délits dont l'auteur est passible d'une peine maximale d'un an. Ces peines soient rarement purgées et contribuent à surcharger les juridictions. La ministre ne pense-t-elle pas qu'il existe des mesures plus appropriées ? Les peines de travail ne pourraient-elles pas devenir la norme dans ces cas ?

En 2004, pas moins de 99 % des peines privatives de liberté et 96 % des peines de travail concernaient des délits pouvant entraîner une peine d'emprisonnement de cinq ans maximum ou de 300 heures de travail. Or, pour une peine de travail, on compte encore dans cette catégorie quatre condamnations à des peines privatives de liberté. La peine de travail reste dès lors l'exception. Les mentalités ne devraient-elles pas évoluer au niveau des juridictions ? La peine de travail ne constituerait-elle pas une solution à la surpopulation carcérale ? Ne pourrait-on pas promouvoir davantage les peines de travail ?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je partage l'idée de M. Muls selon laquelle il faut continuer à développer les mesures alternatives en général, et les peines de travail en particulier.

L'emprisonnement doit être l'ultime remède. Il est nettement plus intéressant, sur le plan pédagogique, de prononcer une peine de travail plutôt qu'une peine d'emprisonnement de courte durée. D'ailleurs, pour assurer l'aspect pédagogique de la peine de travail, l'emprisonnement subsidiaire qui assortit une peine de travail est systématiquement exécuté en cas de non-respect de celle-ci.

La loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des condamnés prévoit que le juge de l'application des peines peut transformer une peine d'un an de prison en une peine de travail. Cet article entrera en vigueur en janvier 2008.

Depuis mon entrée en fonction, toute ma politique a été orientée dans le sens d'un développement des mesures alternatives. En 2002, 3.157 nouvelles mesures probatoires ont été prononcées ; il y en a eu 4.597 en 2005.

(*En néerlandais*) En 2003, 4.597 peines de travail ont été prononcées, contre 9.096 en 2005 et 11.000 en 2006. Les subventions pour les services d'encadrement des mesures judiciaires alternatives ont nettement augmenté au cours des dernières années. En 2004, le budget prévu à cet effet s'élevait à 3,5 millions

d'euros, en 2005 à 4,4 millions d'euros et en 2006 à 4,5 millions d'euros. Cette année, un montant de 5,6 millions d'euros sera attribué, ce qui représente une hausse de 23 % par rapport à l'année dernière.

Par ailleurs, la loi du 6 décembre 2005 relatif à l'établissement et au financement des plans d'action en matière de sécurité routière permet de dégager des moyens supplémentaires pour le financement des mesures alternatives : 3 millions d'euros en 2006 et 4,5 millions d'euros en 2007.

(En français) L'évolution des peines alternatives prononcées ces dernières années démontre qu'une grande majorité des acteurs judiciaires adhèrent à cette politique.

Il faudra poursuivre les efforts entamés. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé, il y a quelques mois, d'engager dans chaque maison de justice un coordinateur des mesures alternatives. De plus, dans le cadre du plan global, des conventions ont été conclues en 2006 avec 86 autorités locales afin de leur assurer les moyens financiers leur permettant d'engager du personnel pour l'encadrement des peines de travail.

L'incident est clos.

07 Question de M. Walter Muls à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la Régie des Bâtiments" (n° 13895)

07.01 Walter Muls (sp.a-spirit) : La corruption à la tête de la Régie des Bâtiments, dont les médias se sont largement fait l'écho, a suscité un vif émoi. Dans la foulée d'un audit mené par Deloitte, des mesures ont déjà été prises pour éviter de nouvelles malversations. D'autres affaires ou procédures en matière de fraude concernant la Régie sont-elles pendantes ? De combien de dossiers s'agit-il ? Y a-t-il eu d'autres enquêtes sur des faits de fraude précédemment ? Combien ?

07.02 Laurette Onkelinx, ministre *(en néerlandais)* : Compte tenu du délai limité dont nous disposons pour formuler une réponse à cette question, il n'a pas été possible d'obtenir tous les renseignements nécessaires des parquets généraux. En plus du dossier de corruption en cours, qui a fait l'objet d'une très large couverture par les médias, trois autres dossiers ont été ouverts dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, dossiers qui sembleraient présenter une connexité avec le dossier principal. Deux dossiers ont été ouverts en 2006. Une information a été ouverte cette année dans un des dossiers. Je ne puis vous donner davantage d'informations, compte tenu du secret de l'instruction.

07.03 Walter Muls (sp.a-spirit) : Les médias ont fait état de réparations au toit de l'établissement pénitentiaire de Saint-Gilles. Ce dossier est-il ouvert depuis 2006 ?

(La ministre opine du chef)

L'incident est clos.

08 Question de Mme Hilde Dierickx à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la rénovation du complexe de cellules du Palais de Justice de Termonde" (n° 13910)

08.01 Hilde Dierickx (VLD) : Le palais de justice de Termonde est actuellement rénové. L'objectif initial consistait à remettre en état la partie du bâtiment abritant les cellules et à l'agrandir par l'aménagement de quatre cellules supplémentaires. Cette aile est complètement vétuste et l'état des sanitaires des surveillants et des détenus laisse totalement à désirer. Le coût de cette partie de la rénovation est toutefois provisoirement trop élevé, de sorte que les travaux ont été reportés.

Compte tenu des conditions très précaires auxquelles sont confrontés détenus et personnel, n'est-il pas possible de revenir sur cette décision ? Comment la rénovation du palais de justice de Termonde sera-t-elle menée à bien ?

08.02 Laurette Onkelinx, ministre *(en français)* : Comme je l'ai déjà dit, la Régie des Bâtiments relève de la compétence de M. Reynders. J'écirai au président de la Chambre pour qu'il soit plus attentif à la manière dont les questions sont dispatchées car cela devient problématique.

(En néerlandais) L'état dans lequel se trouve le palais de justice de Termonde laisse effectivement à désirer. Les crédits d'investissement ordinaires de la Régie des Bâtiments permettent tout au plus une rénovation par étapes et à long terme. C'est pourquoi plusieurs dossiers urgents de rénovation concernant le palais de justice de Termonde ont été inscrits au plan pluriannuel Justice, approuvé en Conseil des ministres en juillet dernier. Il en résulte que des crédits ont déjà pu être engagés l'an dernier pour la rénovation du toit et la remise en état des cellules et du premier étage.

Les travaux de rénovation du premier étage pourront bientôt débiter. En ce qui concerne la rénovation de la toiture, la procédure d'adjudication est en cours auprès de la Régie des Bâtiments. Quant à la rénovation des cellules, il n'a pas encore été possible de procéder à l'adjudication à la suite de problèmes de prix survenus dans le cadre du marché public. Il faut espérer que le problème sera résolu dans les meilleurs délais. Pour de plus amples informations, je vous renvoie à M. Reynders.

08.03 Hilde Dierickx (VLD) : Je rappelle que l'on m'avait bel et bien renvoyée à Mme Onkelinx pour cette question.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'Exécutif des musulmans" (n° 13925)

09.01 Zoé Genot (ECOLO) : L'ancien président de l'exécutif des musulmans de Belgique a été détenu pendant neuf jours avant d'être relâché suite à la réapparition mystérieuse de matériel informatique qui avait disparu. Outre l'émoi que cette affaire a suscité dans la communauté musulmane, il est inquiétant pour le monde associatif qu'un administrateur puisse être arrêté à cause de la malhonnêteté d'une autre personne. Alors que les prisons sont surpeuplées, quels éléments sont pris en compte pour décider d'une mise en détention au cours d'une enquête et de la prolongation d'une telle détention ?

Dans le cadre du contrôle des comptes de l'exécutif par le ministère de la Justice, des tranches du budget ont été bloquées suite à des irrégularités. Comment s'effectue ce contrôle ? Porte-t-il également sur l'opportunité des dépenses ? Quels sont les éléments vérifiés ?

Enfin, quelle est votre analyse de la situation de l'Exécutif des musulmans de Belgique, qui paraît assez floue ? Quelle est la durée du mandat de l'Assemblée générale des musulmans de Belgique ? Le statut de membre de l'Assemblée est-il compatible avec un mandat politique ?

09.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Je ne dirai rien au sujet du dossier individuel que vous évoquez. Mais, pour répondre à votre question structurelle, le juge d'instruction est en mesure de délivrer un mandat d'arrêt s'il existe de sérieuses raisons de craindre que l'inculpé commette de nouveaux délits ou crimes, se soustraie à l'action de la Justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers.

Il ne m'appartient pas de commenter la décision des autorités judiciaires dans le cadre de l'instruction concernant les comptes de l'ancien Exécutif des musulmans ni de prendre position dans les questions d'organisation interne de l'Assemblée générale des musulmans de Belgique.

Le contrôle des comptes est un contrôle de légalité et non d'opportunité. L'administration vérifie que chaque dépense est accompagnée d'une pièce justificative et que le subsidie est affecté aux tâches qui relèvent de la gestion du temporel du culte musulman.

09.03 Zoé Genot (ECOLO) : La ministre ne peut se prononcer au sujet d'un cas individuel, mais elle met en œuvre une politique générale d'encouragement ou de découragement des détentions préventives. Quoi qu'il

en soit, j'ai été étonnée de la longueur de cette détention.

Le contrôle effectué par le ministère de la Justice vise notamment à s'assurer que les dépenses sont justifiées au regard des tâches de l'Exécutif des musulmans. Dans ce contexte, l'achat d'un camion frigorifique pour livrer de la viande en prison est étonnant, d'autant que les prisonniers semblent ne pas avoir reçu beaucoup de viande.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Martine Taelman à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la nationalité des détenus à Merksplas" (n° 13789)

10.01 Martine Taelman (VLD) : La ministre peut-elle donner un aperçu des différentes nationalités représentées au sein de l'établissement pénitentiaire de Merksplas ? Quelle est la ventilation par nationalité dans les autres établissements pénitentiaires du pays ? Combien de non néerlandophones sont incarcérés dans les prisons belges ?

10.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : L'établissement de Merksplas compte 54,5 % de détenus de nationalité belge. D'autres prisons ont en moyenne 57,9 % de détenus de nationalité belge.

Dans les prisons belges, il y a 109 nationalités différentes. Il y en a cinquante à Merksplas, un chiffre comparable à celui des autres prisons de même ampleur.

La langue maternelle des détenus n'est pas systématiquement encodée, mais je peux vous fournir des chiffres concernant la langue parlée connue et la langue administrative du dossier du détenu.

(*En néerlandais*) À Merksplas, nous arrivons ainsi à un total de 482 néerlandophones et 157 non-néerlandophones, soit 75 % de néerlandophones. Sur la base du même indicateur, les pourcentages relatifs à Anvers, Bruges et Hasselt sont respectivement de 69 %, 74 % et 77 %.

10.03 Martine Taelman (VLD) : Je m'aperçois que ma question aurait dû être encore plus spécifique. Les chiffres de la ministre sont bien sûr des données globales qui nous donnent une image quelque peu déformée du nombre de néerlandophones à Merksplas.

10.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Vous voulez que je fasse la distinction entre les internés et les condamnés néerlandophones et francophones ?

10.05 Martine Taelman (VLD) (*en français*) : Disposez-vous de ces chiffres ?

10.06 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je vais me renseigner par téléphone.

10.07 Martine Taelman (VLD) (*en français*) : Pareille distinction donnerait une toute autre image.

10.08 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je me renseigne immédiatement.

10.09 Martine Taelman (VLD) : Il est important que les francophones soient enfermés dans la mesure du possible dans des prisons francophones et les néerlandophones dans des établissements néerlandophones, de façon à simplifier la communication avec les gardiens. Sur quels éléments se base-t-on cependant pour placer un détenu si la langue n'est pas encodée ?

10.10 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je n'ai rien changé en la matière : les statistiques se basent sur la langue parlée connue, mais il n'y a pas eu de politique d'encodage de la langue maternelle des personnes internées ou condamnées. Je reconnais que cette méthode n'est pas bonne et qu'il faudra tenir compte de la langue maternelle si l'on souhaite mener une politique adaptée à la punition et à la réinsertion.

Je vous ferai parvenir les chiffres qui différencient les condamnés des internés dès qu'ils seront en ma possession.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Nahima Lanjri à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la répression des mariages de complaisance" (n° 13927)

11.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Les mariages de complaisance ainsi que les tentatives en ce sens sont punissables en vertu de la loi du 12 janvier 2006. Par ailleurs, un mariage forcé assorti de violences ou de menaces est d'ores et déjà punissable en vertu de cette même loi. Combien de jugements ont été prononcés sur la base de cette loi ?

11.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je rappelle que l'article 122 du Règlement de la Chambre exige que les questions concernant des statistiques soient posées par écrit, car il faut un peu de temps pour rassembler l'information. J'ai malgré tout transmis votre demande au Collège des procureurs généraux ; dès que j'aurai la réponse, je vous la transmettrai.

Le **président** : J'entends M. Van Parys parler d'inégalité de traitement. Je pose normalement les questions statistiques par écrit. J'ai néanmoins joint ma question relative à Merksplas aux questions orales pour éviter que l'on me réponde que les chiffres ont été demandés et que je doive ensuite attendre six mois pour obtenir une réponse. Si les parlementaires sont assez disciplinés pour poser leurs questions statistiques par écrit, les ministres doivent en contrepartie s'engager à fournir une réponse rapidement.

11.03 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je suis tributaire des informations qui me sont transmises par le Collège des procureurs généraux.

11.04 Nahima Lanjri (CD&V) : Je pose cette question oralement étant donné que nous examinerons très prochainement un nouveau projet de loi relatif aux mariages forcés. Avant d'adopter une nouvelle loi, nous devons à tout le moins savoir si la législation actuelle est effectivement appliquée. Il semblerait en effet que la loi de l'année dernière n'a pas encore conduit à des condamnations alors que quelque 122 tentatives de mariage de complaisance ont été enregistrées rien qu'à Anvers. Il n'est guère utile d'adopter sans cesse de nouvelles lois si celles qui existent ne sont pas appliquées.

Le **président** : Pouvons-nous procéder de la sorte, Mme la Ministre ?

11.05 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Cela peut s'inscrire dans le débat sur le projet de loi concernant le mariage forcé.

Par ailleurs, Mme Taelman, on vient de me donner une réponse par téléphone, mais elle ne répond pas à votre question concernant Merksplas : 70% des condamnés sont belges et 95% des internés sont belges. Mais vous me posiez une question concernant les néerlandophones.

11.06 Martine Taelman (VLD) (*en français*) : Je vais déposer une question écrite en espérant obtenir une réponse dans un délai raisonnable.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 13853 de Mme Jacqueline Galant est reportée.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 38.

De vergadering wordt geopend om 10.21 uur en voorgezeten door mevrouw Martine Taelman.

01 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de ingebruikname van de nieuwbouw bij het bestaande gerechtsgebouw te leper" (nr. 13775)

01.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Het gerechtsgebouw van leper is instapklaar, maar het kan niet in

gebruik genomen worden omdat de telefooninstallatie nog niet klaar is.

In november 2006 beloofde de minister mij dat er middelen zouden gezocht worden op de begroting van 2006, zodat de werken in de loop van april 2007 zouden kunnen worden uitgevoerd. Zoniet zou er geld vrijgemaakt worden op de begroting van 2007, in welk geval de nieuwe vleugel pas tegen het bouwverlof 2007 in gebruik zou kunnen worden genomen. Nu verneem ik dat er ook op de begroting van 2007 niet in middelen voorzien is voor deze werken.

Klopt dit? Wanneer zal de vastlegging van de kredieten dan gebeuren? Wanneer zullen de installatiewerken daadwerkelijk aanvangen?

01.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Dit dossier werd aanbesteed op 30 maart 2006 en de vastlegging was ten laste van de Regie der Gebouwen. Het advies van de Inspectie van Financiën om de uitgaven voor deze telefooninstallatie ten laste van de FOD Justitie te leggen, kwam er pas na de goedkeuring van de begroting 2007, zodat er uiteraard geen geld voor uitgetrokken is op het budget Justitie.

Er is momenteel overleg bezig om de werken te laten prefinancieren door de Regie en vervolgens door de FOD Justitie te laten terugbetalen, zodra dit krediet bij de begrotingscontrole getransfereerd wordt naar het budget Justitie. Ik dring er bij minister Reynders op aan om de werken zo snel mogelijk te laten beginnen. Conform het bestek beschikt de aannemer over zestig dagen om de werken uit te voeren. Ik hoop dus dat het gebouw in mei 2007 in gebruik kan worden genomen.

01.03 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): De gewone burger begrijpt niet waarom een instapklaar gebouw niet in gebruik genomen wordt. In november beloofde de minister om nog op de begroting 2006 de nodige middelen te zoeken, en dat het anders zeker voor de begroting van 2007 zou zijn. Nu moeten we vaststellen dat er opnieuw geen kredieten beschikbaar zijn.

01.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik heb een antwoord gegeven op basis van het dossier van mijn collega Reynders. De leden doen er echter beter aan hun vragen aan de bevoegde minister te stellen.

01.05 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): De minister van Financiën heeft mij naar de minister van Justitie verwezen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de vlucht van een gedetineerde onder elektronisch toezicht" (nr. 13794)

02.01 **Tony Van Parys** (CD&V): Volgens de pers is er opnieuw een gedetineerde onder het fameuze *light*-regime van het elektronische toezicht op de vlucht. Dit regime houdt in dat gedetineerden op zes maanden voor het einde van hun straf automatisch onder elektronisch toezicht geplaatst worden, maar enkel met toezicht 's nachts. Overdag zijn ze vrij in hun doen en laten, met alle gevolgen van dien.

Kan de minister dit nieuwe incident bevestigen? Welke veroordelingen had de gedetineerde opgelopen? Is het juist dat de politie tussenbeide moest komen wegens huiselijk geweld, maar dat de betrokkene, ondanks de schending van de voorwaarden, vervolgens ongemoeid is gelaten? Blijft de minister vasthouden aan dit regime?

02.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Er zijn altijd mensen die de voorwaarden van een voorwaardelijke invrijheidstelling of de verplichtingen in het kader van het elektronisch toezicht - of het nu om de gewone of om de *light*-versie gaat - niet naleven. Ik zal geen antwoord geven op uw precieze vragen, die een individueel dossier betreffen. Geconfronteerd met een probleem met betrekking tot die persoon, heeft de procureur des Konings die het dossier opvolgt, geoordeeld dat geen bijzondere maatregelen nodig waren.

02.03 **Tony Van Parys** (CD&V): Ik protesteer tegen de manier waarop het recht op parlementaire controle onderuit wordt gehaald. Het gaat hier over een structureel probleem met de circulaire over het automatische elektronische toezicht voor gedetineerden zes maanden voor hun effectieve vrijlating. Er zijn zestien

dossiers, waarvan er al twee faliekant eindigden. De minister kan zich hier niet verschuilen achter het individuele dossier. Ik herhaal twee vragen waarop de minister het antwoord schuldig bleef. Bestaat deze lichtversie van het elektronische toezicht nog steeds en hoelang zal het nog van kracht zijn? Wanneer zal het Parlement de studie van de VUB-UCL krijgen?

De **voorzitter**: De commissievoorzitters stelden over deze kwestie een vraag aan de Kamervoorzitter, waarop een heel uitgebreid antwoord kwam en waarnaar ik graag verwijs. De laatste twee vragen van de heer Van Parys zijn algemene vragen. Kan de minister daarop nu antwoorden?

02.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De heer Van Parys heeft me reeds herhaaldelijk over het elektronisch toezicht ondervraagd en die regeling staat momenteel niet ter discussie.

De **voorzitter**: Mevrouw de minister, u zegt dus dat die studies nog niet beschikbaar zijn.

02.05 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Zelfs al zouden ze beschikbaar zijn, zouden we nog moeten onderzoeken of ze niet uitsluitend tot de uitvoerende macht behoren.

02.06 **Tony Van Parys** (CD&V): Volgens het antwoord van de Kamervoorzitter moeten vragen over elementen van een structureel probleem wel degelijk worden beantwoord. Ik leg mij niet neer bij deze boycot. Ik zal aan mijn fractieleider een onderhoud vragen met de Kamervoorzitter over de wijze waarop de parlementaire controle hier onmogelijk wordt gemaakt.

02.07 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Als de Kamervoorzitter me de vraag stelt, zal ik er zelf op antwoorden. Ik zal de eerste minister niet vragen om in mijn plaats te antwoorden.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het ontbreken van magistraten en parketjuristen" (nr. 13795)**

03.01 **Tony Van Parys** (CD&V): In verschillende ressorten en arrondissementen ontstaan problemen ingevolge het ontbreken van magistraten en parketjuristen. Hoeveel parketmagistraten, parketjuristen en referendarissen zijn er momenteel per ressort werkzaam en hoe is de verhouding ten opzichte van het wettelijk toegelaten aantal? Op basis van welke criteria worden de parketjuristen en referendarissen toegekend? Is de invulling van het magistratenkader daarbij van tel? In welke mate is het magistratenkader ingevuld in de arrondissementen Antwerpen, Brussel, Gent, Luik en Charleroi?

03.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Het aantal parketjuristen en referendarissen werd budgettair bepaald op 246. De maximumnorm van 35 procent in het Gerechtelijk Wetboek staat voor 498 parketjuristen en referendarissen.

Antwerpen beschikt over zestien parketjuristen en zeven referendarissen. De respectieve cijfers voor de andere ressorten zijn: Brussel 63 en 27, Gent vier en vijf, Luik vijftien en vier, en Charleroi tien en twee. Het totaal is 108 parketjuristen en 45 referendarissen.

De toekenning geschiedt op basis van budgettaire normen. De verdeling tussen parket en zetel enerzijds en tussen de verschillende rechtsmachten anderzijds, is historisch gegroeid. Men houdt daarbij rekening met de invulling van het magistratenkader en met een grotere nood aan juristen bij de parketten in hoofdstedelijk gebied. Om de noden zo goed mogelijk vast te stellen werd met het College van eerste voorzitters en het College van procureurs-generaal een consensusmodel afgesproken. Bij de openstelling van een vacature beslist de rechterlijk orde.

Momenteel zijn er in het arrondissement Antwerpen vier vacatures voor de zetel en vier voor het parket. In Brussel gaat het over dertien en 21 plaatsen, in Gent over vier en negen vacatures, in Luik over zeven en vier vacante plaatsen en ten slotte in Charleroi over vijf en twee.

03.03 **Tony Van Parys** (CD&V): De ongelijke verdeling N/F over de ressorten is duidelijk. De situatie in

Brussel is opvallend. Aan de rechtbank van eerste aanleg te Brussel zijn er slechts twee Nederlandstalige juristen, tegenover veertien aan Franstalige zijde. Dat is dramatisch voor de Nederlandstalige rechtzoekende in Brussel. De gerechtelijke achterstand is daar opgelopen tot 1.100 dossiers tegenover 120 aan Franstalige kant. Bovendien zijn in de Nederlandstalige sectie negen magistraten onbeschikbaar, dat is een vierde van het kader.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Annemie Roppe aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het verzoek tot uitbreiding van het kader van de beroepsrechters bij de rechtbank van koophandel te Hasselt" (nr. 13878)

04.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Op 6 september 2006 vroeg de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Hasselt een uitbreiding van het kader van de beroepsrechters. Eind juni beloofde de minister een gemotiveerd advies te vragen aan haar administratie, maar sindsdien vernamen we daarover niets meer.

In 1998 was de rechtbank van koophandel te Hasselt de negende grootste van het land, maar in 2006 stond ze al op de vierde plaats. De toename van het aantal zaken heeft nog niet geleid tot een gerechtelijke achterstand, maar indien het korps van magistraten en griffie ongewijzigd blijft, wordt dit onvermijdelijk. Daarom wordt een uitbreiding van het personeel en het magistratenkorps gevraagd.

Is de minister op de hoogte van die situatie? Kan de minister garanderen dat de ongelijke behandeling van de rechtbank van koophandel te Hasselt zo snel mogelijk wordt opgelost?

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Mijn diensten hebben het verzoek van de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Hasselt bestudeerd. Het spreekt voor zich dat er een goede verhouding moet zijn tussen de werklust en het kader. Dat er momenteel geen gerechtelijke achterstand is bij de rechtbank van koophandel te Hasselt, is ongetwijfeld te danken aan de grote inzet van de rechters en de medewerkers van de rechtbank.

Het bepalen van de juiste verhouding tussen de werklust en het kader moet natuurlijk goed onderbouwd zijn. De rechtbank van koophandel te Hasselt werd in 1998 als negende gecatalogeerd op basis van het gemiddelde aantal zaken, kortgedingen en faillissementen tussen 1994 en 1996. De rechtbank is intussen opgeschoven naar de zesde plaats in 2004 en naar de vierde plaats in 2006.

Die vierde plaats is gebaseerd op cijfers van de eerste vijf maanden, cijfers die werden geëxtrapoleerd naar het hele jaar. Bovendien gaat de voorzitter uit van ongewijzigde cijfers van de andere rechtbanken. Het is voor mij van het grootste belang de zaken zoveel als mogelijk te objectiveren en over onbetwistbaar cijfermateriaal te beschikken. De FOD Justitie en de POD Wetenschapsbeleid hebben daarom begin dit jaar het Instituut voor de Overheid van de Leuvense universiteit de opdracht gegeven een studie te doen naar de haalbaarheid van een werklustmetingsinstrument voor de zetel. Die studie zal niet aan werklustmeting doen maar bestaande werklustmetingsinstrumenten bestuderen en hun toepasbaarheid voor de hoven en rechtbanken toetsen. De studie start op 2 februari 2007 en moet in de tweede helft van dit jaar worden afgerond. Het is van absoluut belang dat dit onderzoek in alle onafhankelijkheid kan verlopen.

Bij de rechtbank van koophandel te Hasselt kan een uitbreiding van het kader van rechters enkel gebeuren via een wetswijziging, een langdurige en strikte procedure. Om een flexibeler organisatie toe te laten, wordt gebruikgemaakt van benoemingen via artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek. In het rechtsgebied van het hof van beroep te Antwerpen is tot op heden slechts één magistraat benoemd op basis van artikel 100, die gelijktijdig is benoemd voor de rechtbank van koophandel te Hasselt. Hij werkt voltijds in de rechtbank van koophandel te Tongeren.

Ook het systeem van toegevoegde rechters geeft de rechterlijke orde de mogelijkheid zelf een verdeling te

bepalen. De situatie van het aantal toegevoegde rechters voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Antwerpen is vandaag als volgt: van de 23 wettelijk toegelaten rechters werden er veertien toegewezen, waaronder elf voor de rechtbank van eerste aanleg, twee voor de rechtbank van koophandel - één voor Turnhout en één vacature - en één voor de arbeidsrechtbank.

De vacature van toegevoegd rechter voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Antwerpen met aanwijzing voor de rechtbank van koophandel is nagenoeg afgerond. Er werd een kandidaat voorgedragen door de Hoge Raad voor het Ambt en een ontwerp van koninklijk besluit werd mij voorgelegd op 19 januari. Nadat deze benoeming is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en de betrokkene de eed heeft afgelegd, kan de eerste voorzitter hem aanwijzen voor de rechtbank van koophandel te Hasselt, aangezien de betrokkene wordt aangewezen voor heel het rechtsgebied van het hof van beroep. Dit is echter een bevoegdheid van de eerste voorzitter.

Het kader van de griffie van de rechtbank van koophandel bestaat daar uit 21 personen met één persoon toegelaten in bovental. Momenteel zijn er 21,9 voltijdse equivalenten tewerkgesteld. De personeelsbezetting is dus groter dan het kader. Als er een toegevoegd rechter wordt toebedeeld aan Hasselt, zal de toestand van de griffie ook worden aangepast.

04.03 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Wij hopen dat er op korte termijn een oplossing in het vooruitzicht is voor de rechtbank van koophandel. Het doorschuiven van de negende naar de vierde plaats wordt blijkbaar een cijferdiscussie, waarbij de negende plaats over een gemiddelde van drie jaar berekend wordt, terwijl dat bij de vierde plaats niet gebeurt. Ik hoop dat de studie die aan de KULeuven is gevraagd, objectieerbare gegevens oplevert.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Walter Muls aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "'gay-bashing' in Brussel" (nr. 13890)

05.01 Walter Muls (sp.a-spirit): Onlangs werd een 33-jarige man in de buurt van het Fontainasplein zwaar mishandeld door een bende jongeren. Volgens de betrokkene werd hij gevisieerd omdat hij een homo was en ging het dus om een geval van *gay bashing*. De politie van zone Brussel zou weet hebben van meerdere gelijkaardige incidenten.

Is de minister ingelicht over dit recente fenomeen? Zijn er cijfers bekend betreffende aanvallen op holebi's in Brussel, meer bepaald in de buurt van het Fontainasplein? Hoe gaat het Brusselse parket met dit soort incidenten om? Hoeveel vervolgingen zijn er de laatste jaren geweest? Zijn er richtlijnen voor de vervolging van dergelijke misdrijven binnen het Brusselse arrondissement?

05.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Deze materie ligt mij al geruime tijd na aan het hart. Daarom heb ik al eerder beslist om duurzame maatregelen te nemen om het probleem van de stijgende homofobe agressie aan te pakken. Cijfermateriaal ter zake was tot november 2006 niet beschikbaar. Op 14 maart 2006 werd een rondzendbrief verstuurd die pas op 1 november 2006 van kracht is geworden.

Specifieke cijfers betreffende het aantal gevallen in de buurt van het Fontainasplein konden de diensten van minister Dewael niet geven, omdat er geen onderscheid wordt gemaakt tussen de verschillende vormen van agressie om niet te discrimineren. Het parket neemt deze incidenten echter zeer ernstig. Daarbij werd op 8 november 2006 voor het eerst een specifieke opleiding ter zake georganiseerd waaraan 65 magistraten en stagiairs deelnamen. Dit gebeurde in samenwerking met het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding. Het is de bedoeling om deze opleiding permanent onder te brengen in de vorming van magistraten. Momenteel legt een team van de EHSAL ook de laatste hand aan een rapport betreffende de homofobe agressie in Brussel-stad. De resultaten zullen half april meegedeeld worden.

05.03 Walter Muls (sp.a-spirit): Volgens minister Dewael worden over de buurt geen cijfers bijgehouden omdat zoiets discriminerend zou zijn. Dat begrijp ik helemaal niet. Ik zal hem hierover ondervragen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Walter Muls aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de werkstraf" (nr. 13891)

06.01 Walter Muls (sp.a-spirit): In 2004 werden 23.995 vrijheidsberovende straffen uitgesproken en 6.559 werkstraffen. Zowat 80 procent van de vrijheidsberovende straffen sloeg op misdrijven waar een maximumstraf van één jaar op staat. Deze straffen worden slechts zelden uitgezeten en liggen mee aan de basis van de overbelasting van het gerecht. Vindt de minister niet dat er betere alternatieven zijn? Zouden werkstraffen in deze gevallen niet de norm kunnen worden?

Niet minder dan 99 procent van de vrijheidsstraffen en 96 procent van de werkstraffen in 2004 sloeg op wanbedrijven. Dat zijn misdrijven met een maximumstraf van vijf jaar gevangenis of driehonderd uur werkstraf. Toch worden in deze categorie voor elke werkstraf nog vier vrijheidsberovende straffen uitgesproken. De werkstraf blijft dus de uitzondering. Moet de mentaliteit bij het gerecht niet wijzigen? Zou de werkstraf geen oplossing zijn voor de overbevolking van de gevangenis? Kan de werkstraf niet meer worden gepromoot?

06.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik sta achter het voorstel van de heer Muls om de alternatieve maatregelen in het algemeen en de werkstraffen in het bijzonder verder te ontwikkelen.

Gevangenisstraf moet als een laatste redmiddel worden beschouwd. Een werkstraf heeft meer opvoedkundige waarde dan een korte gevangenisstraf. Om het opvoedkundig karakter van de werkstraf te verzekeren wordt er systematisch uitvoering gegeven aan de aan de werkstraf gekoppelde vervangende gevangenisstraf, ingeval de werkstraf niet wordt nageleefd.

De wet van 17 mei 2006 inzake de externe rechtspositie van de veroordeelden bepaalt dat de strafuitvoeringsrechter een gevangenisstraf van een jaar in een werkstraf kan omzetten. Dat artikel treedt in januari 2008 in werking.

Sinds mijn ambtsaanvaarding is mijn beleid steeds op de uitbouw van alternatieve maatregelen gericht geweest. In 2002 werden er 3.157 nieuwe probatiemaatregelen uitgesproken. In 2005 is dat aantal tot 4.597 gestegen.

(Nederlands) In 2003 werden 4.597 werkstraffen uitgesproken, in 2005 9.096 en in 2006 11.000. De subsidies voor de instellingen ter begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen zijn de voorbije jaren fors gestegen. In 2004 werd 3,5 miljoen euro vrijgemaakt, in 2005 4,4 miljoen euro en in 2006 4,5 miljoen euro. Dit jaar gaat het om 5,6 miljoen euro, 23 procent meer dan vorig jaar.

Ook de wet van 6 december 2005 inzake actieplannen voor verkeersveiligheid levert bijkomende middelen op voor alternatieve maatregelen. Het gaat om 3 miljoen euro in 2006 en 4,5 miljoen euro in 2007.

(Frans) De evolutie van de alternatieve straffen die tijdens de voorbije jaren werden uitgesproken, toont aan dat het overgrote deel van de gerechtelijke actoren dat beleid onderschrijft.

We moeten op de ingeslagen weg voortgaan. Daarom heb ik enkele maanden geleden beslist om in elk justitiehuis een coördinator voor de alternatieve straffen aan te stellen. Bovendien werden in 2006 in het kader van het globaal plan akkoorden afgesloten met 86 lokale overheden. Die moeten hen de nodige financiële middelen bieden om personeel aan te nemen voor de begeleiding van personen die tot een werkstraf werden veroordeeld.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Walter Muls aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de Regie der Gebouwen" (nr. 13895)

07.01 Walter Muls (sp.a-spirit): De corruptie bij de top van de Regie der Gebouwen veroorzaakte heel wat

opschudding en kwam uitgebreid aan bod in de media. Naar aanleiding van een audit van Deloitte werden al stappen gezet om malversaties voortaan te vermijden. Zijn er momenteel nog andere gerechtszaken of procedures inzake fraude hangende bij de Regie? Om hoeveel dossiers gaat het? Zijn er vroeger al onderzoeken naar fraude geweest? Hoeveel?

07.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Gezien de beperkte tijd waarbinnen deze vraag beantwoord moest worden, was het onmogelijk alle gegevens van de parketten-generaal te krijgen. Naast het lopende corruptiedossier waarover de media uitvoerig berichtten, werden binnen het gerechtelijke arrondissement Brussel nog drie andere dossiers geopend. Die dossiers zouden samenhang vertonen met het hoofddossier. Twee dossiers werden in 2006 geopend. In één dossier werd dit jaar een opsporingsonderzoek opgestart. Ten gevolge van het onderzoeksgeheim kan ik niet meer informatie geven.

07.03 **Walter Muls** (sp.a-spirit): In de media was er discussie over herstellingen aan het dak van de gevangenis van Sint-Gillis. Loopt dat dossier al sinds 2006?

(De minister knikt instemmend.)

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Hilde Dierickx aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de renovatie van het cellencomplex in het Justitiepaleis te Dendermonde" (nr. 13910)**

08.01 **Hilde Dierickx** (VLD): Het gerechtshof in Dendermonde wordt momenteel gerenoveerd. Het was hierbij aanvankelijk de bedoeling het cellencomplex op te knappen en met vier bijkomende cellen uit te breiden. Vandaag is dat cellencomplex oud en versleten en laat het sanitair voor zowel bewakers als gedetineerden ernstig te wensen over. Het prijskaartje dat aan dit deel van de renovatie hangt, is echter voorlopig te hoog, zodat de werkzaamheden werden uitgesteld.

Kan er, in het licht van de belabberde omstandigheden voor gedetineerden en personeel, alsnog op deze beslissing worden teruggekomen? Hoe zal de renovatie van het Dendermondse gerechtshof worden aangepakt?

08.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Zoals ik al gezegd heb, behoort de Regie der Gebouwen tot de bevoegdheid van minister Reynders. Ik zal de Kamervoorzitter een brief schrijven om te vragen dat men beter zou toezien op de dispatching van de vragen, want dat wordt problematisch.

(Nederlands) De toestand waarin het gerechtshof in Dendermonde zich bevindt, laat inderdaad te wensen over. De gewone investeringskredieten van de Regie der Gebouwen laten hoogstens een gefaseerde renovatie op lange termijn toe. Vandaar dat een aantal heel dringende renovatiedossiers voor het gerechtshof in Dendermonde werd opgenomen in het meerjarenplan Justitie dat in juli van vorig jaar door de Ministerraad werd goedgekeurd. Gevolg hiervan is dat er vorig jaar al een vastlegging van de kredieten kon gebeuren voor de dakrenovatie en voor het opknappen van het cellencomplex en van de eerste verdieping.

De renovatiewerken op de eerste verdieping zullen binnenkort een aanvang kunnen nemen. Voor de dakrenovatie loopt er momenteel een gunningsperiode bij de Regie. Voor het opknappen van het cellencomplex kon er echter nog niet tot gunning worden overgegaan ten gevolge van prijsproblemen bij de aanbesteding. Hopelijk wordt dit probleem zo snel mogelijk opgelost. Voor meer gedetailleerde informatie verwijs ik naar minister Reynders.

08.03 **Hilde Dierickx** (VLD): Ik wijs erop dat men mij voor deze vraag wel degelijk naar minister Onkelinx had doorverwezen.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de Moslimexecutieve" (nr. 13925)**

09.01 **Zoé Genot** (ECOLO): De vroegere voorzitter van de Executieve van de Moslims van België werd, na

een hechtenis van negen dagen, in vrijheid gesteld nadat verdwenen informaticamaterieel op mysterieuze wijze opnieuw was opgedoken. Een en ander veroorzaakte heel wat beroering in de moslimgemeenschap. De verenigingen van hun kant stellen tot hun ongerustheid vast dat een bestuurder kan worden aangehouden als gevolg van de oneerlijkheid van een derde. Op grond van welke elementen wordt beslist iemand in hechtenis te nemen terwijl het onderzoek nog loopt én de hechtenis te verlengen, in deze tijden van overbevolkte gevangenissen?

Naar aanleiding van de controle van de rekeningen van de Executieve door het departement Justitie, werd een aantal begrotingsschijven geblokkeerd nadat onregelmatigheden waren vastgesteld. Waaruit bestaat die controle? Wordt ook nagegaan of de uitgaven opportuun waren? Welke elementen worden geverifieerd?

Hoe analyseert u de – ogenschijnlijk nogal onduidelijke – toestand van de Executieve van de Moslims van België? Wat is de looptijd van het mandaat van de Algemene Vergadering van de Moslims van België? Kan een lid van de Algemene Vergadering een politiek mandaat vervullen?

09.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik zal niet ingaan op het individuele dossier dat u hier ter sprake brengt. Maar om op uw vraag over het structurele vraagstuk te antwoorden, kan ik wel zeggen dat de onderzoeksrechter een aanhoudingsbevel kan afgeven als er ernstige redenen zijn om te vrezen dat de verdachte nieuwe misdrijven of misdaden zou begaan, zich zou onttrekken aan de werking van het gerecht, zou trachten bewijsstukken te doen verdwijnen of zich zou verstaan met derden.

Het staat niet aan mij om commentaar te geven op de beslissing van de gerechtelijke autoriteiten in het kader van het gerechtelijk onderzoek naar de rekeningen van de vroegere Moslimexecutieve, noch om een standpunt in te nemen over aangelegenheden met betrekking tot de interne organisatie van de Algemene Vergadering van de Moslims van België.

De controle van de rekeningen is een wettelijke controle, geen opportuiniteitscontrole. De administratie gaat na of er voor elke uitgave een bewijsstuk bestaat, en of het subsidiegeld ook echt besteed wordt aan het beheer van de temporaliën van de islamitische eredienst.

09.03 **Zoé Genot** (ECOLO): De minister kan zich dus niet uitspreken over een individueel geval, maar zij voert een algemeen aan- of ontmoedigingsbeleid ten aanzien van de voorlopige hechtenis. Hoe dan ook heeft de duur van deze detentie mij verwonderd.

Met de controle beoogt het ministerie van Justitie zich ervan te vergewissen dat er geen onverantwoorde uitgaven gedaan werden rekening houdend met de taken van de Moslimexecutieve. In die context is de aankoop van een koelwagen voor de levering van vlees in de gevangenis wel erg vreemd, temeer daar de gevangenen naar het schijnt niet veel vlees op hun bord hebben gekregen.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van mevrouw Martine Taelman aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de nationaliteit van de gevangenen in Merksplas" (nr. 13789)**

10.01 **Martine Taelman** (VLD): Kan de minister een overzicht geven van de verschillende nationaliteiten die in de strafinrichting van Merksplas vertegenwoordigd zijn? Hoe is de verhouding inzake nationaliteiten in de andere strafinrichtingen in ons land? Hoeveel niet-Nederlandstaligen bevinden er zich in totaal in de Belgische gevangenissen?

10.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De strafinrichting van Merksplas telt 54,5 procent gedetineerden met de Belgische nationaliteit. In andere gevangenissen ligt dat cijfer op gemiddeld 57,9 procent.

In de Belgische gevangenissen zijn er 109 verschillende nationaliteiten. In Merksplas zijn er dat vijftig, een cijfer dat vergelijkbaar is met dat in de andere gevangenissen van dezelfde grootte.

De moedertaal van de gevangenen wordt niet systematisch geregistreerd, maar ik kan u wel cijfers verstrekken over de taal die de gevangenen voor zover bekend spreken en de administratieve taal waarin het

dossier van de gevangene is opgesteld.

(Nederlands) In Merksplas komen we op die manier uit op 482 Nederlandstaligen en 157 niet-Nederlandstaligen. Dit komt dus neer op 75 procent Nederlandstaligen. Op basis van dezelfde indicator zijn de cijfers voor Antwerpen, Brugge en Hasselt respectievelijk 69, 74 en 77 procent.

10.03 Martine Taelman (VLD): Ik begrijp dat ik nog iets specifieker had moeten zijn bij mijn vraagstelling. De cijfers van de minister zijn natuurlijk globale cijfers die een enigszins vertekend beeld geven van het aantal Nederlandstaligen in Merksplas.

10.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Wenst u dat ik een onderscheid maak tussen de Nederlandstalige en de Franstalige geïnterneerden en veroordeelden?

10.05 Martine Taelman (VLD) (Frans): Beschikt u over die cijfers?

10.06 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik zal telefonisch inlichtingen inwinnen.

10.07 Martine Taelman (VLD) (Frans): Zo'n onderscheid zou een heel ander beeld geven.

10.08 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik zal onmiddellijk informatie vragen.

10.09 Martine Taelman (VLD): Het is belangrijk dat Franstaligen zoveel mogelijk in Franstalige gevangenissen worden opgesloten, en Nederlandstaligen in Nederlandstalige gevangenissen. Dat maakt het voor de cipiers immers gemakkelijker om te communiceren. Maar als er geen registratie van de taal gebeurt, waarop baseert men zich dan om een gedetineerde te plaatsen?

10.10 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik heb daar niets aan gewijzigd: de statistieken zijn gebaseerd op de gekende gesproken taal. De moedertaal van de geïnterneerden en de veroordeelden werd echter niet systematisch geregistreerd. Ik geef toe dat die methode niet correct is en dat met de moedertaal moet worden rekening gehouden als men een beleid wil volgen dat op de bestraffing en de wederopname in de maatschappij is afgestemd.

Ik zal u de afzonderlijke cijfers voor de veroordeelden en de geïnterneerden meedelen van zodra ik ze ontvang.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de bestraffing van schijnhuwelijken" (nr. 13927)

11.01 Nahima Lanjri (CD&V): Zowel schijnhuwelijken als pogingen daartoe zijn strafbaar volgens de wet van 12 januari 2006. Ook een gedwongen huwelijk waarbij geweld of bedreiging komt kijken, is dank zij diezelfde wet nu reeds strafbaar. Hoeveel vonnissen zijn er tot dusver uitgesproken op basis van deze wet?

11.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik wijs erop dat volgens artikel 122 van het Reglement van de Kamer vragen tot het verkrijgen van statistische gegevens schriftelijk moeten worden ingediend, omdat het enige tijd vergt om alle informatie te vergaren. Desondanks heb ik uw vraag aan het College van procureurs-generaal doorgespeeld. Zodra ik over het antwoord beschik, zal ik het u bezorgen.

De **voorzitter:** Ik hoor de heer Van Parys zeggen dat er sprake is van ongelijke behandeling. Normaal gezien stel ik statistische vragen altijd schriftelijk, maar mijn vraag over Merksplas heb ik bij de mondelinge vragen geagendeerd om te voorkomen dat men mij zou antwoorden dat de cijfers opgevraagd zijn en dat ik dan zes maanden later nog geen antwoord heb. Als de parlementsleden de discipline opbrengen om statistische vragen schriftelijk te stellen, moet daar ook een engagement tegenover staan dat er snel een antwoord komt.

11.03 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik ben aangewezen op de informatie die me door het College van procureurs-generaal bezorgd wordt.

11.04 Nahima Lanjri (CD&V): Ik stel deze vraag mondeling, omdat we heel binnenkort een nieuw wetsontwerp bespreken over gedwongen huwelijken. Voor we een nieuwe wet goedkeuren, moeten we toch weten of de bestaande wetgeving wel toegepast wordt. Ik krijg namelijk signalen dat de wet van vorig jaar nog niet tot veroordelingen heeft geleid, ondanks het feit dat er in Antwerpen alleen al 122 pogingen tot schijnhuwelijk zijn geregistreerd. Het is weinig zinvol om steeds nieuwe wetten in te voeren als de bestaande niet toegepast worden.

De **voorzitter**: Mevrouw de minister, stemt u in met die werkwijze?

11.05 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): We kunnen tijdens de bespreking van het wetsontwerp over de gedwongen huwelijken daarop nog terugkomen.

Mevrouw Taelman, men heeft me overigens zonet telefonisch een antwoord bezorgd dat echter geen antwoord biedt op uw vraag over Merksplas: 70 procent van de veroordeelden en 95 procent van de geïnterneerden zijn Belg. Maar uw vraag ging over de Nederlandstaligen.

11.06 Martine Taelman (VLD) (*Frans*): Ik zal hierover een schriftelijke vraag indienen en hoop dat u me binnen een redelijke termijn kan antwoorden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 13853 van mevrouw Jacqueline Galant wordt uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.38 uur.